

Covid-19, Samuel Paty : une rentrée dans la douleur

Par [Sylvain Mouillard](#) et [Cécile Bourgneuf](#)

Dans un pays confiné pour lutter contre l'épidémie de Covid, les enseignants font quand même ce lundi leur rentrée, inquiets de n'être pas suffisamment protégés et meurtris par l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine le 16 octobre.

Ils ont l'impression d'être pris dans un étau. Entre, d'un côté, le Covid-19 et une situation sanitaire de plus en plus dégradée, et, de l'autre, la menace terroriste, qui les a frappés en leur cœur à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) voilà deux semaines. Les quelque 870 000 enseignants du pays font ce lundi leur rentrée sous haute tension. Contrairement au premier confinement, les portes des écoles, collèges et lycées français resteront ouvertes, comme l'a annoncé Emmanuel Macron le 25 octobre. «*Nos enfants ne sauraient être privés du système scolaire*», a justifié le président de la République, face aux risques de décrochage. 12 millions d'élèves seront donc accueillis autour d'un protocole sanitaire «*renforcé*», a promis le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer. Et dans la matinée, l'ensemble de la communauté éducative honorera la mémoire de Samuel Paty, le professeur d'histoire-géographie assassiné le 16 octobre.

EDITORIAL [Entre devoir de mémoire et situation sanitaire, les enseignants seront en cette rentrée plus que jamais en première ligne.](#)

[Le cadre même de cet hommage, revu à la dernière minute en raison de la nouvelle donne épidémique et sécuritaire](#), laisse les enseignants circonspects, sinon en colère. Une minute de silence sera observée à 11 heures, après la lecture de la lettre de Jean Jaurès aux instituteurs. Pour le président de l'association des professeurs d'histoire-géographie, Franck Collard, «*la gravité du moment aurait sans doute justifié que la rentrée soit décalée d'une journée*». «*Là, on va avoir l'impression de faire les choses à la va-vite. Ce n'est pas du tout à la mesure du traumatisme ressenti*», a-t-il dénoncé auprès de l'AFP. Des mouvements de grève ne sont pas à exclure dès ce lundi.

«Comme par magie»

En réalité, c'est toute la semaine qui pourrait être chamboulée. Le Snes-FSU, syndicat majoritaire dans le secondaire, a déposé un préavis de grève du 2 au 7 novembre. C'est que les enseignants se sentent - de nouveau - abandonnés, méprisés. Avant la rentrée de septembre, Jean-Michel Blanquer avait vanté le protocole sanitaire français, *«l'un des plus stricts d'Europe»*. Il faut croire qu'il y avait de la marge, puisque le port du masque a été rendu obligatoire la semaine dernière dès l'âge de 6 ans (contre 11 auparavant). Mais en dehors de cette annonce, *«il n'y a absolument rien de nouveau»*, s'agace Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU. Les autres mesures évoquées par le ministre, comme la distance d'un mètre à respecter pour le déjeuner, ou l'attribution d'une salle à chaque classe quand c'est possible, ne convainquent pas plus. *«C'est ce qui se fait déjà depuis septembre dans la plupart des collèges. Et puis on va limiter le brassage avec le même nombre d'élèves, comme par magie ?»* ironise Frédérique Rolet.

Nicolas, 39 ans, est CPE dans un collège REP + de 700 élèves à Lille : *«On a une petite cour de récré. Pour éviter le brassage, il faudrait que les enfants restent en classe. Mais qui va les surveiller ? On a 30 classes et 8 à 9 assistants d'éducation [surveillants, ndlr]. On ne va pas nous demander, à nous les profs, de les surveiller en classe. On a aussi droit à une pause.»*

À LIRE AUSSI [Ecoles : «Le masque, ça angoisse carrément la petite»](#)

L'aération des locaux, identifiée comme une des clés contre le Covid-19, laisse à désirer, alors que de nombreuses salles n'ont pas de fenêtres qui s'ouvrent par mesure de sécurité ou que l'hiver risque de congeler les élèves. L'exemple allemand, où le gouvernement prépare un plan d'urgence de 500 millions d'euros pour équiper ses écoles d'appareils purificateurs d'air, paraît loin. Utile du point de vue sanitaire, le port du masque dès l'âge de 6 ans présente des risques de mauvaise manipulation par les plus jeunes. Eva, professeure des écoles en REP à Paris, signale en outre qu'*«une énorme partie des apprentissages se fait dans le dialogue avec les autres élèves et les enseignants»*. Et de s'inquiéter d'interactions *«bridées»*.

«Envoyés à l'abattoir»

Au-delà de ces difficultés matérielles (auxquelles on pourrait ajouter le manque récurrent de points d'eau, voire de gel hydroalcoolique), les enseignants craignent aussi pour leur santé. *«On a le sentiment d'être envoyés à l'abattoir»*, alerte Arnaud Fabre, professeur de lettres classiques dans un collège du Val-de-Marne et administrateur du collectif les Stylos rouges, qui réunit 72 000 personnels d'éducation. *«Il faut des demi-groupes avec des rotations à mi-temps, entre présentiel et distanciel, estime Guislaine David, cosecrétaire générale du SnuiPP-FSU. La reconnaissance de la nation, ça ne suffit pas. Nous, on veut être protégés.»*

À LIRE AUSSI [Laïcité à l'école, la séparation de la théorie et de la pratique](#)

«Même contagiosité»

Le ministère de l'Éducation nationale avait ficelé en juillet un *«plan de continuité pédagogique»* prévoyant un accueil des classes en demi-groupe en cas de circulation active du virus. Aujourd'hui, plusieurs syndicats souhaitent son activation. L'enjeu déborde largement du cadre éducatif. [Si l'impact de l'école dans la progression de l'épidémie reste difficile à mesurer](#), le Conseil scientifique, dans son dernier avis publié vendredi, prévient : *«Les adolescents de 12 à 18 ans semblent avoir la même susceptibilité au virus et la même contagiosité vers leur entourage que les adultes.»*

Autrement dit : n'assiste-t-on pas ce lundi à la réouverture d'un potentiel cluster géant de 12 millions de personnes, qui risque de nuire à l'efficacité du reconfinement ? Interrogé par le *Journal du dimanche*, le ministre de la Santé Olivier Véran a été clair. Si les mesures prises ces derniers jours pour freiner l'épidémie ne sont pas *«suffisamment efficaces»*, il est *«possible»* que les lycées ferment. Comme un avertissement.

Samuel Paty : des profs s'inquiètent d'un «hommage au rabais»

Par [Maxime Lemaitre](#)

Après le rétropédalage de Jean-Michel Blanquer, qui a annulé le temps d'échange prévu autour de la mort de leur collègue, les enseignants ont l'impression croissante de n'être pas considérés.

«Ecœurés», «remontés»... Au moment de rendre hommage à leur collègue Samuel Paty, assassiné le 16 octobre près de son collège de Conflans-Sainte-Honorine, une partie du corps enseignant ne décolère pas. Et fustige l'impréparation de cette rentrée de la Toussaint, déjà chamboulée par un «protocole sanitaire renforcé». En cause : le rétropédalage du ministre de l'Education, qui a renoncé à l'idée d'un temps d'échange entre professeurs préalable à l'accueil des élèves à 10 heures.

À LIRE AUSSI [Covid-19, Samuel Paty Une rentrée dans la douleur](#)

«Tournis»

Dans une note envoyée vendredi, Jean-Michel Blanquer précise que *«tous les élèves reprendront les cours comme à l'habitude»*, avant la lecture d'un texte de Jean Jaurès, la «Lettre aux instituteurs et institutrices», puis une minute de silence nationale à 11 heures. Tout en laissant la porte ouverte à *«un temps pédagogique, en classe»* autour des *«valeurs de la République et de son école»*. sur la base d'outils pédagogiques fournis par le ministère.

Rompue à *«ces décisions de dernière minute»*, Florence Delannoy, secrétaire générale adjointe du SNPDEN, syndicat majoritaire pour les directeurs de collèges et de lycées, dénonce cette *«impression d'être une variable d'ajustement»*. Pour cette proviseure d'un lycée lillois, ce changement de pied vient avant tout répondre à un problème d'organisation pour l'accueil des élèves. Un argumentaire repris dimanche dans un entretien au *Parisien* par Jean-Michel Blanquer, exprimant sa volonté de sécuriser *«l'accueil des élèves dans le contexte beaucoup plus sensible que nous traversons depuis l'attentat de Nice»*.

À LIRE AUSSI [Ecoles : «Le masque, ça angoisse carrément la petite»](#)

«Ça me donne le tournis», s'agace Christine Guimonnet, en parcourant le courrier qu'elle vient de recevoir dans sa boîte académique. Pour la secrétaire générale de l'association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), enseignante au lycée Pissarro de Pontoise (Val-d'Oise), le temps de réunion avec ses collègues était «nécessaire». Elle regrette, sans lui, un «*hommage au rabais*», lors de cette journée «particulière» dont l'objectif «*ne sera pas de débattre pour débattre*», mais de sonder, d'abord, l'état de santé de ses élèves, avant de réaffirmer les points cardinaux républicains, «*sans faire de leçon de morale*». Et d'aborder la liberté d'expression dans le cadre d'un cours d'initiation au droit avec ses terminales, en insistant sur le rôle des réseaux sociaux.

À LIRE AUSSI [Les écoles : des lieux de contamination à surveiller de près](#)

Elsa, elle, n'a «*pas la moindre idée*» de la manière dont elle abordera la question de la laïcité avec sa classe de quatrième. D'autant que la jeune femme n'enseigne l'espagnol que depuis deux ans dans son collège de Seine-Saint-Denis. Désarçonnée, sans avoir «*le recul de [ses] collègues qui ont déjà vécu ça avec les attentats de 2015*», elle soutient le préavis de grève déposé par le Snes-FSU, principal syndicat enseignant des collèges et lycées, pour cette semaine de rentrée.

«Anxiogène»

«*Si un élève me demande pourquoi Samuel Paty avait montré la caricature de Charlie Hebdo, qu'est-ce que je vais lui dire ?*» s'interroge pareillement un enseignant d'une école élémentaire parisienne, malgré ses vingt ans d'expérience. «*L'important, ce n'est pas la forme, c'est le fond, et le fond, ça va être le moment de recueillement*», glisse-t-il. A l'heure d'accueillir sa classe de CM1-CM2, il ne s'interdira pourtant pas de leur parler «*de terrorisme ou d'islam*». «*Comme ils sont pour beaucoup issus de la diversité, je vais essayer de partir de leur situation à eux pour déconstruire certains préjugés, comme l'amalgame entre arabe et musulman.*»

À LIRE AUSSI [Laïcité à l'école, la séparation de la théorie et de la pratique](#)

Pour adapter son discours aux plus petits, Sophie Grenon, directrice et enseignante à l'école primaire rurale d'Eguzon-Chantôme, cosecraire du SnuiPP-FSU de l'Indre, le sait, «*ça ne servira à rien de tenir un discours anxigène*» alors que ses élèves porteront un masque pour la première fois. Dans son établissement, seuls les enfants de plus de 8 ans observeront une

minute de silence, à l'intérieur de leur classe, pour des raisons sanitaires. Son respect devrait être l'une des préoccupations de Jean-Michel Blanquer, qui rencontrera ce lundi, avec Jean Castex, le personnel éducatif du collège de Samuel Paty, dans les Yvelines, où la rentrée est décalée à mardi.

Ecoles : «Le masque, ça angoisse carrément la petite»

Par [Eva Fonteneau, correspondante à Bordeaux](#)

Souvent soulagés que les écoles restent ouvertes, les parents s'interrogent toutefois sur les conditions sanitaires de la rentrée. Certains craignent d'être contaminés par leurs enfants.

«Un extrême soulagement.» C'est ce qu'a ressenti Hélène, une Bordelaise de 39 ans, quand elle a appris que les établissements scolaires restaient ouverts pendant le nouveau confinement. *«En mars, on a vécu l'école à la maison comme un calvaire. C'était beaucoup de crises, d'énervements, des difficultés pour se concentrer. Et on peut le comprendre. A cet âge, rester enfermé n'est pas naturel. Le premier confinement a brouillé tous leurs repères»*, analyse cette mère de trois enfants, scolarisés en primaire et au collège. Soulagée, aussi, car Hélène et son mari vont pouvoir travailler plus sereinement et ne plus avoir à jongler entre boulot et leçons : *«Ce n'est pas tenable de gérer à la fois cours à domicile et télétravail sur le long terme. On est les parents de nos enfants, pas leurs professeurs. C'est un métier qui ne s'improvise pas.»*

À LIRE AUSSI [Covid-19, Samuel Paty Une rentrée dans la douleur](#)

A Mérignac, ville limitrophe de Bordeaux, Mélissa, 33 ans, accueille aussi l'ouverture des écoles comme *«un poids en moins»*. La jeune femme se rappelle avoir eu des bouffées d'angoisse avant les annonces du

Président. *«Je priais pour que tout ne soit pas fermé à nouveau car j'ai très mal vécu la période de mars à mai. Mon fils de 5 ans me demandait énormément d'attention alors j'ai progressivement délaissé certaines tâches au travail. Ça a tendu les relations avec mes collègues»*, confie cette graphiste. Epuisée par ses doubles journées et tiraillée entre sa culpabilité de *«ne plus être aussi efficace au boulot»* et *«de ne pas assurer pour l'apprentissage»* de son enfant, Mélissa avait même songé à se mettre en arrêt maladie.

«Mal aux oreilles»

Pour Nathalie, 47 ans, qui habite dans le centre-ville de la capitale girondine, cette rentrée est une bonne nouvelle. Mais un autre point a longuement fait tiquer cette professeure de musique. *«J'ai une fille de 6 ans, elle est en CP. En apprenant qu'elle devrait elle aussi porter le masque, j'ai manqué de m'étrangler. Quand je pense que j'ai moi-même des maux de tête au bout d'une heure, j'ai beaucoup de mal à imaginer ma puce gérer cette barrière toute une journée»*, fulmine la Bordelaise. Elle souligne qu'elle est obligée de faire des nœuds *«qui font mal aux oreilles»* afin que les masques, trop grands, tiennent correctement. *«J'ai peur aussi que ma fille accumule du retard, glisse Nathalie. Tout le monde est très fort pour nous envoyer des pages et des pages de protocole, par contre quand il s'agit de l'avenir de nos enfants, tout est flou. Au collège, on s'attarde aussi moins sur le malaise de ma grande qui déprime souvent. Pour moi, leur santé mentale est pourtant tout aussi importante !»* Même inquiétude pour Ugo, le père de Nina, 6 ans et Loup, 8 ans : *«Le masque, ça angoisse carrément la petite. Elle s'est mise à pleurer quand elle a su. Avec sa mère, on a dû la convaincre pour qu'elle accepte de retourner à l'école. Je crains un peu sa réaction le jour de la rentrée.»*

À LIRE AUSSI [Samuel Paty : des profs s'inquiètent d'un «hommage au rabais»](#)

Paige, 36 ans, regrette quant à elle la lourdeur administrative : *«L'attestation scolaire avec le cachet de l'établissement, encore un génie qui a pondu ça ! On m'explique comment on fait avec trois enfants dans trois écoles différentes ? Avec six déplacements par jour au minimum, on doit tout remplir à chaque fois ?»* peste la trentenaire qui a aussi longuement hésité avant de renvoyer sa fille de 7 ans à l'école. *«Et je ne suis pas la seule !»* assure Paige. *«Plein de parents autour de moi ont décidé de garder leurs gamins chez eux par peur qu'ils ne ramènent le Covid à la maison. Ils se posent la question,*

et elle est légitime : "Entre les cours, la cantine, les allers-retours... Comment le virus va-t-il s'arrêter de circuler ?"»

À LIRE AUSSI [Laïcité à l'école, la séparation de la théorie et de la pratique](#)

«A la hâte»

Un tour rapide sur les réseaux sociaux permet de s'en convaincre, les salles de classe risquent d'être clairsemées ce lundi. Ainsi, sur le groupe Facebook Wanted Community Bordeaux, qui compte quelque 170 000 membres, les messages inquiets pullulent. Des parents pointent du doigt une rentrée «préparée à la hâte», «un manque de moyens humains et matériels» ou encore «un protocole bancal et difficile à appliquer dans la vraie vie».

Les écoles : des lieux de contamination à surveiller de près

Par [Olivier Monod](#) et [Florian Gouthière](#)

Si les jeunes enfants semblent moins contaminants que le reste de la population, les spécialistes préconisent de sérieuses enquêtes de terrain pour le vérifier.

Durant ce deuxième confinement, les écoles seront ouvertes mais les enfants masqués dès 6 ans. Un revirement par rapport au premier, pendant lequel les écoles étaient fermées. Elles n'avaient rouvert qu'au compte-gouttes pendant le déconfinement. Oui, les enfants de 0 à 11 ans peuvent attraper le Covid-19 (sous des formes légères dans l'immense majorité des cas) et oui, ils peuvent le transmettre. Une étude de cas nord-américaine concernant des garderies a identifié 12 enfants ayant attrapé le Covid dans une structure d'accueil et l'ayant ramené à la maison. Une question demeure, celle de la part exacte des écoles et des enfants dans la dynamique épidémique.

À LIRE AUSSI [Covid-19, Samuel Paty Une rentrée dans la douleur](#)

Le rôle des enfants dans la transmission de la maladie est un bon exemple des doutes et tâtonnements de nos connaissances sur le Covid-19. Au début de l'épidémie, faute de données sur ce nouveau virus, les épidémiologistes se basaient sur le modèle de la grippe qui circule beaucoup chez les marmots pour émettre des recommandations. Puis les études sur le Sars-CoV-2 ont commencé à sortir. Elles étaient plutôt rassurantes. En mai, une étude irlandaise n'identifiait pas de transmissions entre enfants. En juin, l'Institut Pasteur publiait un communiqué de presse intitulé «Covid-19 dans les écoles primaires : pas de transmission importante du virus entre enfants ou vers les enseignants». Il se basait sur une étude préliminaire (non publiée et non validée par d'autres scientifiques) de l'équipe d'Arnaud Fontanet sur la ville de Crépy-en-Valois (Oise).

À LIRE AUSSI [Samuel Paty : des profs s'inquiètent d'un «hommage au rabais»](#)

En août, l'analyse détaillée du fameux cluster du chalet des Contamines-Montjoie (Haute-Savoie) concluait que *«les enfants, étant moins susceptibles d'être infectés et plus susceptibles de développer des formes légères, pourraient jouer un rôle moins important dans la transmission du virus»*.

«Bonne nouvelle»

La portée de ces résultats est limitée car la plupart des études ont été menées quand le virus ne circulait plus beaucoup. Aussi, l'OMS, fin août, parlait *«de preuves limitées»* l'amenant à considérer que *«les enfants plus âgés pourraient jouer un rôle plus actif dans la transmission que les enfants plus jeunes»*. Un fait qui l'amène à recommander le masque chez les 12 ans et plus. Entre 6 et 11 ans, l'OMS conseille de décider en fonction de la circulation du virus, la capacité de l'enfant à s'y contraindre et ses effets sur le développement (aux Etats-Unis, les autorités le recommandent dès 2 ans).

À LIRE AUSSI [Ecoles : «Le masque, ça angoisse carrément la petite»](#)

Le rôle des écoles élémentaires et des crèches dans l'épidémie est minoré, par exemple, dans le modèle de l'épidémiologiste Vittoria Colizza. Dans une récente publication, sa simulation estimait qu'un confinement total d'un mois aboutirait à une baisse des

hospitalisations comprise entre 55 % et 74 %. Cette baisse serait légèrement moins forte (de 52 % à 69 %) si les écoles restaient ouvertes et encore moins forte (41 % à 60 %) avec les collèges et lycées ouverts.

En Australie aussi, les écoles ont été vues comme peu contaminantes, mais l'épidémiologiste Zoé Hyde remet en cause cette vision. Dans un article paru le 25 octobre, elle affirme : «*Nous ne pouvons plus nous permettre de fermer les yeux sur le rôle des enfants dans la transmission si nous espérons contenir le virus.*» Un protocole doit donc être mis en place pour permettre de limiter la circulation du virus au sein des écoles.

À LIRE AUSSI [Laïcité à l'école, la séparation de la théorie et de la pratique](#)

Pour Arnaud Fontanet, épidémiologiste et membre du conseil scientifique, la situation se résume ainsi : «*Les écoles primaires sont le lieu d'une circulation invisible du virus car la plupart des enfants sont asymptomatiques. La bonne nouvelle est que nous n'observons pas, dans le monde, de surreprésentation des enseignants parmi les malades ou les personnes infectées, donc les enfants sont peu contagieux envers les enseignants ou les mesures de protection sont efficaces. Il est vraisemblable que les enfants contaminés puissent ramener le virus à la maison où les contacts sont plus à risque car non protégés, mais nous manquons encore de données pour le quantifier. Il est donc nécessaire de bien suivre l'évolution de la situation dans les écoles en période de forte circulation du virus.*»

«**Financements**»

Les derniers travaux réalisés en Corée du Sud ou en Inde tendent à montrer que les enfants de moins de 10 ans infectent moins leurs proches que les individus plus âgés. Là encore, on aimerait s'appuyer sur des données nationales, mais depuis le début de cette crise, la France n'a lancé que très peu d'études de terrain pour y suivre, justement, la dynamique de l'épidémie.

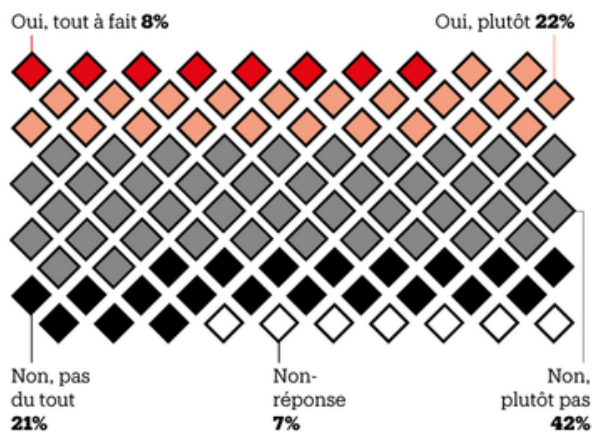
«*Au début, les données disponibles étaient surtout cliniques (comme la charge virale) et suggéraient une faible infectiosité des enfants. Depuis septembre, on a plus de données de suivi épidémiologique qui nous donnent une autre vision. Malheureusement, on manque de financements pour de telles études de transmission en milieu scolaire ou au sein des familles en France*», regrette Samuel Alizon, directeur de recherche au CNRS.

Pour 82 % des Français, la liberté d'enseigner est menacée

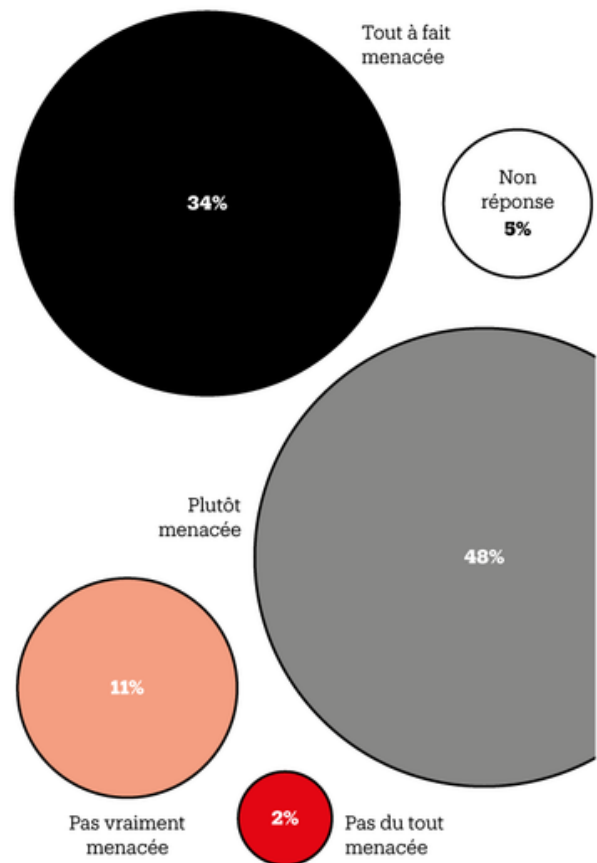
Par [Jonathan Bouchet-Petersen](#) — 1 novembre 2020 à 18:31

A l'heure d'une rentrée scolaire sans précédent, un sondage Viavoice fait état d'une France pour qui l'enseignement, et plus particulièrement celui de la laïcité, sont en danger.

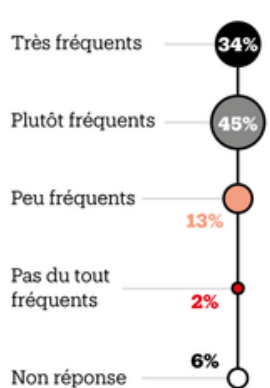
D'après vous, les enseignants sont-ils suffisamment **outillés et informés** pour enseigner et expliquer la laïcité à l'école ?



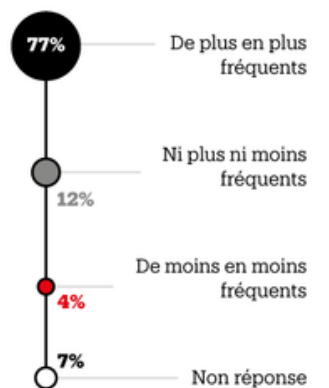
Pour les années qui viennent, diriez-vous que **la liberté d'enseigner** des professeurs est...



Selon vous, les incidents liés à la laïcité à l'école sont-ils **aujourd'hui**...



Et selon vous, les incidents liés à la laïcité seront-ils **dans les années qui viennent**...



Sondage Viavoice pour *Libération*. Interviews effectuées en ligne du 23 au 26 octobre 2020. Echantillon de 1001 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus.

Double peine en cette rentrée pour les personnels de l'Education nationale en général et pour le corps enseignant en particulier. En première ligne auprès de nos enfants alors que la France est

officiellement reconfinée, les professeurs de France ont perdu un des leurs le 16 octobre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Samuel Paty a été la victime du terrorisme islamiste à proximité de son collège, après avoir travaillé en cours sur des caricatures du prophète Mahomet et les avoir montrées à ses élèves. Le drame fait déjà date. A l'heure de cette rentrée sans équivalent, les résultats du baromètre politique Viavoice-Libération (1) *«font état d'une France qui estime massivement que la liberté d'enseigner est menacée, dans un contexte de diffractions républicaines majeures»*, alerte le président de Viavoice, François Miquet-Marty.

À LIRE AUSSI [Covid-19, Samuel Paty Une rentrée dans la douleur](#)

«Autocensure»

Parmi les 82 % de Français qui estiment la liberté d'enseigner menacée, 34 % considèrent qu'elle l'est *«tout à fait»*. C'est beaucoup. *«L'ampleur de ce sentiment procède en réalité de trois facteurs qui peuvent nourrir une éventuelle retenue de la part des professeurs et pourrait générer même de l'autocensure»*, note Miquet-Marty. 88 % des Français estiment en effet qu'il y aura *«d'autres attentats terroristes islamistes en France, au cours des mois ou années qui viennent»*. De quoi faire peser une menace permanente sur chacun, a fortiori quand sa profession est ciblée. Le caractère ultrasensible de la laïcité et de son enseignement est mis en avant. 79 % des Français considèrent en le déplorant que les incidents à l'école liés aux questions de laïcité sont fréquents et ils sont autant (77 %) à anticiper leur augmentation. A ce titre, 63 % de la population estime que les enseignants et professeurs ne sont pas suffisamment outillés et informés pour enseigner et expliquer la laïcité à l'école. Quant à la pertinence d'y présenter des caricatures du prophète, 30 % des Français jugent *«pas souhaitable»* de les montrer à des enfants musulmans. Par prudente autocensure ou par rejet des dessins eux-mêmes ?

À LIRE AUSSI [Laïcité à l'école, la séparation de la théorie et de la pratique](#)

Ces enseignements dépassent le drame de Conflans, même si celui-ci restera un symbole : *«Il masque également des doutes et des inquiétudes profondes quant à l'union de la société française autour de valeurs républicaines qui vacillent. Dans le même temps, cette tragédie pointe une école de la République qui s'interroge sur ces défis majeurs et sur son avenir»*, ajoute notre sondeur. Face aux faits du 16 octobre, *«de la "colère" est ressentie par 72 % des Français, laquelle se conjugue avec, bien sûr, une "tristesse" qui*

trouve sa source dans un réel "effroi" et une certaine "incompréhension"», note Stewart Chau de Viavoice. Il ajoute que «si les Français sont unis pour célébrer la mémoire du professeur assassiné et la dénonciation de l'atrocité, cette communion n'occulte en rien les divergences» : une très large majorité (64 %) estime que la population est unie dans la condamnation d'un tel acte, mais 31 % questionnent l'existence d'une telle union. Ces fractures sont plurielles : 46 % estiment que les «valeurs de la République» ne fédèrent plus suffisamment les Français entre eux. Et ils sont même 59 % à considérer que notre pays peine à se rassembler derrière des solutions qui feraient consensus et qui nous permettraient de nous projeter dans un avenir commun.

À LIRE AUSSI [Ecoles : «Le masque, ça angoisse carrément la petite»](#)

Déferlante

Si on revient aux circonstances ayant conduit à la mort de Samuel Paty, 77 % des Français pointent d'abord la déferlante haineuse permise par les réseaux sociaux et la radicalisation de certains musulmans (75 %). «Les Français citent aussi une mise en cause d'une autorité qui se décline à deux niveaux : les valeurs de la République, avec une insuffisante fermeté de notre laïcité (74 %) et un séparatisme grandissant dans certains quartiers (74 %)», ajoute Stewart Chau. Dans ce contexte, les Français ont bien conscience qu'au sein de l'institution censée transmettre ces valeurs, la voix des professeurs a de plus en plus de mal à se faire entendre.

(1) Sondage réalisé en ligne du 23 au 26 octobre 2020 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française. Méthode des quotas.

Laïcité à l'école, la séparation de la théorie et de la pratique

Par [Thibaut Sardier](#) —

Face à des élèves qui essaient parfois de tester les limites, les professeurs, souvent isolés, s'adaptent pour faire comprendre et respecter les principes laïques.

Une fois de plus, grosse pression pour les professeurs. L'assassinat de Samuel Paty à la suite d'un cours sur la laïcité où il avait montré des caricatures de Mahomet a été pour eux un choc, mettant en évidence les difficultés à transmettre et à défendre les valeurs de la République. Comment trouver les mots justes en cette rentrée reconfinée qui débutera par une minute de silence en mémoire de leur collègue décapité ? Parler de laïcité à l'école ? Nombreux sont ceux qui manifestent un sentiment de solitude ou d'abandon lorsqu'ils font face à des cas difficiles.

À LIRE AUSSI [Covid-19, Samuel Paty Une rentrée dans la douleur](#)

Le temps manque

Pour mieux cerner ces difficultés, l'équipe de recherches Redisco (religions, discriminations et racisme en milieu scolaire) enquête depuis cinq ans dans les collèges et lycées. «Après les attentats de 2015, on a assisté à une mise en cause de l'école. Elle n'aurait pas fait son travail de transmission des valeurs républicaines, et aurait même contribué à fabriquer des terroristes. Nous sommes allés voir sur le terrain ce qu'il en était», explique Françoise Lantheaume, directrice de la recherche Redisco. Déployés dans 96 établissements et sept académies, les chercheurs totalisent à ce jour près de 1 000 entretiens et observations de terrain. Ils ne demandent pas aux professeurs de dire ce qu'ils pensent de la laïcité en général, mais de raconter les cas concrets qui se présentent. Au total, ils ont relevé plus de 900 situations dans

lesquelles intervient un conflit ou un débat ouvert autour de la laïcité. *«Les cas de radicalisation dont les enseignants ont témoigné se comptent sur les doigts de la main. Nous avons au contraire trouvé de nombreuses situations ordinaires. Nous avons également constaté que dans l'immense majorité des cas, les enseignants trouvent des réponses lorsque la laïcité est mise à l'épreuve»*, décrit Lantheaume.

Mais «ordinaire» ne veut pas dire facile : élèves qui lancent inopinément un débat sur les religions, collégiennes qui refusent de noter un cours sur la reproduction, d'autres qui viennent en cours avec des vêtements assimilables à des habits de prière musulmans, jeune de 6^e qui vient drapé d'un drapeau israélien parce qu'il a été choqué quelques jours plus tôt par le keffieh que portait un camarade comme un *«accessoire de mode»*... Les situations sont diverses, et la capacité d'adaptation des enseignants et personnels de vie scolaire est mise à rude épreuve. Pour y faire face, les ressources pédagogiques sont nombreuses, à commencer par la charte de la laïcité créée en 2013 par le ministère de l'Éducation nationale, mais elles nécessitent d'être discutées entre collègues et adaptées aux situations particulières qu'ils rencontrent. Or, le temps manque souvent aux enseignants pour travailler en commun. Les formations sur la laïcité existent, mais elles ne tiennent pas assez compte des cas concrets.

À LIRE AUSSI [Samuel Paty : des profs s'inquiètent d'un «hommage au rabais»](#)

Surtout, la facilité à gérer les situations varie d'un enseignant à l'autre. La matière enseignée est un facteur discriminant : puisque l'histoire-géo ou la philo intègrent des questions liées à la laïcité, les professeurs de ces disciplines sont mieux formés et donc souvent sollicités par leurs collègues. L'ancienneté est déterminante aussi. Les professeurs expérimentés et connus des élèves ont une meilleure capacité à cadrer les débats. Ils vont parfois jusqu'à faire preuve d'humour lorsqu'ils relatent les miracles exposés dans les textes sacrés, voire contourner leur devoir de neutralité en interprétant des textes religieux. Un professeur d'EPS explique ainsi à ses élèves musulmans que *«[s']ils ne courent pas pendant le ramadan, ils cassent le ramadan, parce qu'ils évitent les difficultés, alors que Mahomet, lui, il s'est battu pendant le ramadan»*, témoigne-t-il auprès de la chercheuse Charlène Ménard.

Pour les jeunes enseignants, la marge de manœuvre est plus réduite, d'autant que les élèves savent que la laïcité est un sujet sensible qu'ils

peuvent utiliser pour les tester. Un professeur de musique nouvellement arrivé dans un collège en fait les frais en proposant de parler de la mémoire coloniale aux Etats-Unis à travers un chant gospel. *«Il y avait pas mal d'élèves qui me disaient "Ouais, nous, on veut pas chanter ça ! Ça parle de religion, je vois pas pourquoi on apprend ça au collège" !»*, témoigne-t-il auprès de la chercheuse. *«C'est typiquement une action de provocation visant un jeune professeur qui ne s'y attendait pas. Après avoir pris conseil auprès d'un collègue, il a maintenu son cours, et a eu peu de difficultés par la suite»*, analyse Ménard.

À LIRE AUSSI [Les écoles : des lieux de contamination à surveiller de près](#)

L'islam est la religion la plus représentée parmi les cas recensés par Redisco, ce qui s'explique notamment par le faible nombre d'établissements privés musulmans : les enfants de familles très pratiquantes fréquentent donc l'école publique, là où juifs ou catholiques vont dans le privé. En revanche, d'une religion à l'autre, les demandes ou les contestations relèvent globalement des mêmes motifs. *«Elles portent sur les menus, les horaires des cours, etc.»*, dit Ménard, qui relève dans sa thèse des cas classiques de classes peu remplies lors de fêtes religieuses juives ou musulmanes. Difficile pour les enseignants de faire le tri entre les situations qui autorisent souplesse ou tolérance, les alertes sérieuses, les provocations liées à l'adolescence, la simple tentative de perdre du temps de cours grâce à un débat houleux sans oublier les maladresses liées à l'ignorance. *«Les élèves posent beaucoup de questions et disent parfois des bêtises en matière de religions ou de laïcité, comme pour d'autres contenus d'enseignement. Il ne faut pas considérer que c'est anormal. Au contraire, l'école est là pour les corriger, et pour enseigner ce que c'est que la laïcité»*, estime Lantheaume.

Les règles ne sont pas claires

Aussi les professeurs font-ils preuve de prudence, préférant la pédagogie et le débat à la sanction. Pour éviter dérapages ou situations conflictuelles, ils ne parlent pas de laïcité en début d'année, laissent une question sans réponse jusqu'à une séquence ultérieure bien préparée, ou organisent des projets pluridisciplinaires avec d'autres enseignants ou des intervenants extérieurs. Quant aux cas individuels, ils ne sont pas traités à travers le seul prisme de la laïcité. *«Les enseignants constatent souvent que les élèves qui manifestent de façon*

inappropriée leur appartenance à une religion sont en difficulté scolaire et cherchent une valorisation à travers ces discours», explique Lantheaume. Sa collègue Ménard parle de «laïcité à la carte», au sens où les professeurs adaptent la règle au cas par cas, en fonction de l'attitude de l'élève, du contexte familial et des enjeux éducatifs. «Leur priorité, c'est de transmettre des connaissances aux élèves. Ils préfèrent donc les avoir en cours avec eux», résume la chercheuse, exemples à l'appui. Comme ce prof de maths qui accepte qu'un élève juif ne touche pas à l'ordinateur nécessaire à un exercice dans un cours du vendredi soir, alors que shabbat a débuté. Motif : l'élève l'a prévenu et vient assister au cours.

À LIRE AUSSI [Ecoles : «Le masque, ça angoisse carrément la petite»](#)

A l'inverse, un professeur d'histoire-géo regrette d'avoir dû renvoyer une élève musulmane insistant pour porter son voile sur le trajet entre le collège et la bibliothèque lors d'une sortie scolaire. «*On l'a remontée au collège, on a appelé les parents, elle est rentrée chez elle. [...]. Et du coup, elle n'est pas allée au truc ! Ouais, mais quelque part, elle a gagné !*» confie-t-il un peu amer lors de l'enquête, persuadé qu'elle aurait quitté le voile dans la bibliothèque s'il avait fermé les yeux durant le trajet. Ces situations sont d'autant plus difficiles à appréhender que les règles ne sont pas claires. Jusqu'où appliquer la laïcité en voyage scolaire ? Souvent, les enseignants intègrent une marge de souplesse en tolérant le port du voile le soir et dans les chambres.

Faut-il des cadres plus stricts ? «*Les enseignants sont demandeurs de règles nationales, et, en même temps, ils font l'expérience que plus elles sont rigides, plus elles risquent de les priver de ces marges de manœuvre indispensables*», tempère Lantheaume. L'équipe Redisco pointe plutôt l'importance de l'organisation du travail, des moyens et du temps nécessaires aux enseignants pour construire des réponses adaptées ou parler collectivement des difficultés qu'ils rencontrent. Mais elle souligne aussi que l'école ne peut pas tout. «*Les enseignants se heurtent à la contradiction entre les principes qu'ils enseignent et la pratique : comment parler de liberté et d'égalité d'accès aux emplois quand des élèves de milieux populaires ont déjà intégré que ce n'était pas le cas ?*» demande Ménard.